



« La Suisse et le Royaume-Uni peuvent contribuer à une Europe prospère », estime l'ambassadrice Jane Owen, ici à Berne.

« Nous savons maintenant ce que nous voulons »

Le Brexit marque un tournant « fondamental », estime Jane Owen, l'ambassadrice britannique en Suisse. Le Royaume-Uni peut désormais négocier des accords de libre-échange. Il entend miser sur des partenariats globaux plutôt que sur l'adhésion à des organisations internationales comme l'AELE. *Guido Barsuglia, Nicole Tesar*

Madame l'Ambassadrice, cela fait bientôt quatre ans que le référendum historique du Brexit a eu lieu, le 23 juin 2016. Quelle a été votre réaction lorsque vous avez su qu'il y avait 51,9 % de oui ?
À l'époque, je vivais à Londres. Le lendemain du référendum, je me suis levée vers 5 h du matin et j'ai vu les résultats sur mon téléphone. Ma première réflexion a été : c'est une décision historique pour notre pays – et en tant que fonctionnaire du gouvernement, je vais avoir du pain sur la planche. Mais j'ai aussi rapidement pensé aux opportunités que cela représentait pour le Royaume-Uni.

Prolongées à trois reprises, les négociations relatives à la sortie de l'Union européenne (UE) ont été laborieuses. Le Brexit n'a été définitif que le 31 janvier 2020. Quel est votre regard de diplomate sur cette période ?

Toutes ces années ont été importantes. Le processus de sortie de l'UE a été démocratique et s'est fondé sur des débats durs, mais démocratiques. Nous n'aurions jamais atteint le résultat actuel sans toutes les discussions qui ont eu lieu dans le pays et au Parlement. Nous avons tous eu le temps de nous préparer. Nous savons maintenant ce que nous voulons.

C'est-à-dire ?

Quelque chose de fondamental a changé depuis février au Royaume-Uni : nous pouvons désormais commencer à négocier avec les pays tiers. Nous souhaitons conclure un accord de libre-échange avec l'UE. Nous avons encore dix mois pour y parvenir. Nous voulons poursuivre nos échanges avec l'UE sur un pied d'égalité, en tant que partenaire indépendant.

Vous avez été ambassadrice en Norvège, le principal acteur de l'Association européenne de libre-échange (AELE) avec la Suisse. Comment l'AELE, ou une autre organisation similaire, devrait-elle évoluer pour attirer le Royaume-Uni ?

Le Royaume-Uni ne souhaite adhérer à aucune organisation. Nous avons notre propre voix et nous avons quelque chose à dire. Nous croyons à un ordre économique mondial réglementé et nous souhaitons y contribuer encore davantage. C'est la raison pour laquelle nous misons sur des partenariats globaux – bilatéraux ou multilatéraux. Le Royaume-Uni est la cinquième économie mondiale et le troisième plus important bailleur de fonds dans la coopération internationale au développement. Nous sommes également les plus gros contributeurs européens au budget de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), pour ne citer que quelques exemples.

Vous êtes venue en Suisse en décembre 2017 pour lancer les négociations relatives à différents accords bilatéraux. Qu'avez-vous appris sur notre pays ?

La Suisse est un partenaire de négociation engagé et axé sur les objectifs. Comme mon

Jane Owen

Jane Owen (56 ans) est l'ambassadrice du Royaume-Uni en Suisse et au Liechtenstein depuis décembre 2017. Après des études de russe, de français et d'allemand à Cambridge, elle a exercé comme diplomate au Japon, au Vietnam, en Inde et en Norvège. Elle devrait représenter les intérêts du Royaume-Uni en Suisse jusqu'à fin 2022. Les effectifs de son ambassade ont doublé depuis 2018, atteignant 50 personnes.

gouvernement, elle est entrée dans ces négociations avec un grand pragmatisme, ce qui nous a permis de conclure rapidement les premiers accords bilatéraux. Cette approche positive m'a beaucoup impressionnée.

Un accord commercial entre la Suisse et le Royaume-Uni ainsi que plusieurs autres accords bilatéraux ont été conclus. Mais la Suisse est aussi indirectement liée au Royaume-Uni par plus de 100 accords bilatéraux conclus avec l'UE. Lesquels vont être repris entre les deux pays ?

Il s'agit de couvrir tous les domaines importants pour nos deux pays – certains le sont d'ailleurs déjà en partie (le commerce, le transport aérien, les assurances, le transport terrestre, les droits des citoyens, les assurances sociales et le marché du travail, ndlr). Ce n'est pas la quantité qui est importante. L'accord commercial entre la Suisse et le Royaume-Uni englobe par exemple environ huit accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. On pourrait également imaginer des accords dans des domaines dans lesquels l'UE et la Suisse n'ont que peu de liens, comme les services.

L'accord transitoire signé avec l'UE prévoit que le Royaume-Uni fasse encore partie du marché unique et de l'Union douanière européenne jusqu'à fin 2020. Nos relations bilatérales ne vont donc pas beaucoup changer pour le

moment, non ?

C'est juste. Nous conservons les droits que nous avons en tant qu'État membre de l'UE et nos relations avec la Suisse ne changent pas. Il n'y aura

pas de changement non plus pour les Britanniques de l'UE et les 4 millions de citoyens européens au Royaume-Uni. Ces derniers et les quelque 37 000 Suisses du Royaume-Uni doivent simplement confirmer leur statut de résident sur Internet, ce qui ne prend que quelques minutes. Ils reçoivent ensuite leur permis de résidence et peuvent demander le statut de résident permanent après cinq ans dans le pays. Dès janvier 2021, nous lancerons un nouveau système en matière d'immigration. Nous souhaitons être attractifs pour les talents bien formés du monde entier.

Nos situations par rapport à l'UE sont très différentes

La Suisse est le quatrième partenaire commercial du Royaume-Uni après l'UE, les États-Unis et la Chine. Or, seuls l'UE, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Accord de partenariat transpacifique (TPP) figurent sur la liste des accords bilatéraux à signer en priorité. Pourquoi pas la Suisse ?

Comme nous avons déjà signé un accord commercial bilatéral, il n'est pas nécessaire de lancer immédiatement des négociations en vue de conclure un accord de libre-échange avec la Suisse. Mon gouvernement a déjà fort à faire cette année avec l'UE, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon. Une chose est sûre : nous ne souhaitons pas saper les réglementations existantes. Bien que sortis de l'UE, nous restons au même niveau de réglementation, et cela ne changera pas à court terme. Nous ne nous attendons donc pas à être confrontés à des obstacles commerciaux majeurs avec la Suisse. Nous déciderons toutefois librement d'éventuelles nouvelles réglementations.

La Suisse et le Royaume-Uni sont désormais tous deux hors de l'UE. Qu'est-ce que les deux pays peuvent apprendre l'un de l'autre ?

Nos situations par rapport à l'UE sont très différentes. C'est pourquoi nous aurons également des relations très différentes avec l'Europe. Nous tirions toutefois déjà à la même corde dans certains secteurs avant le Brexit et cela ne va pas changer. Nos deux pays possèdent notamment une grande place financière. Londres est la deuxième plus importante au monde.

Parlons de l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE. Comment percevez-vous les discussions à ce sujet ?

C'est un processus. Je peux m'imaginer que, comme le Brexit, ce sujet anime de nombreux repas de famille. Suivre ces discussions est évidemment très important pour moi.

Quels sont les éléments de cet accord-cadre que le Royaume-Uni examine de près ?

Certains éléments sont effectivement centraux. Le Royaume-Uni ne souhaite par exemple pas que la Cour de justice européenne doive, en cas de litige, donner son avis et que celui-ci soit ensuite contraignant.

La Suisse participe au marché unique tout en conservant sa souveraineté grâce aux accords bilatéraux. Ce modèle serait-il envisageable pour le Royaume-Uni ?

Comme je l'ai mentionné précédemment, nous souhaitons conclure un accord de libre-échange avec l'UE – et dans sa forme la plus récente, c'est-à-dire similaire à celui signé entre l'UE et le Canada. Cet accord ne comprend ni la Cour européenne de justice, ni la reprise automatique du droit européen, ni la libre-circulation. La Suisse est bien plus étroitement liée à l'UE en ce qui concerne le marché du travail ou l'espace Schengen que ne souhaite l'être le Royaume-Uni.

Qu'est-ce qui préoccupe la population britannique en vue du 1^{er} janvier 2021 ?

Les citoyens britanniques ont besoin de certitudes. Ils veulent savoir de quoi demain sera fait, s'ils peuvent continuer à aller en vacances en Europe et quelles seront les formalités douanières. Les particuliers et les entreprises peuvent maintenant se préparer. Nous savons comment cela va se passer pour les négociations. Une attitude attentiste dominait auparavant. Alors que l'incertitude régnait au Royaume-Uni ces dernières années, la population, les entreprises et les employés de l'État parlent de plus en plus de flexibilité et d'opportunités futures. Il ne faut pas oublier qu'il y a d'autres grands thèmes que le Brexit : la numérisation, l'intelligence artificielle, le changement climatique ou encore l'explosion des coûts de la santé. Nous vivons une époque passionnante, indépendamment du Brexit.

On ne peut pas voter deux fois sur la question de l'indépendance dans la même génération Et l'Écosse ?

L'Écosse est une part importante du Royaume-Uni. Lors du référendum de 2014, elle a décidé de rester dans le Royaume-Uni. Le premier ministre a clairement indiqué que l'on ne peut pas voter deux fois sur la question de l'indépendance dans la même génération, tout comme nous n'allons pas revoter sur le Brexit.

À votre avis, la démocratie directe va-t-elle tendanciellement se renforcer au Royaume-Uni ?

Autrement dit : y aura-t-il plus de décisions soumises au peuple ?

Nous avons eu peu de référendums dans notre histoire. Notre démocratie représentative permet des discussions ouvertes. Le système suisse de démocratie directe est unique. Mes collègues et moi avons été surpris que les citoyens helvétiques refusent les six semaines de vacances pour tous : c'est un exemple concret du caractère raisonnable des Suisses et de leur vision des grands rapports économiques. Chez nous, le résultat aurait certainement été différent ! (rires)

L'Irlande du Nord joue un grand rôle dans les négociations avec l'UE. Comment cela va-t-il se passer concrètement avec la frontière irlandaise après la période de transition ?

Nous sommes très heureux que le protocole avec l'Irlande du Nord ait été intégré dans l'accord de sortie de l'UE – c'est important. Rien ne changera à la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord. Les personnes ne seront pas contrôlées. L'Irlande du Nord étant dans l'Union douanière avec le Royaume-Uni, elle fera également partie des futurs accords de libre-échange du Royaume-Uni. D'autre part, les exportations de marchandises de l'Irlande du Nord vers l'UE seront soumises à la réglementation douanière européenne. Je suis convaincue que le nouveau système fonctionnera sans problèmes l'an prochain. Un autre élément est important pour la Suisse et le Royaume-Uni : tous les accords négociés entre les deux pays vaudront aussi pour l'Irlande du Nord.

Quel message aimeriez-vous faire passer ?

Il faudrait arrêter de parler du Brexit et voir les opportunités. Nous vivons en Europe. Celle-ci est confrontée à de nombreux défis que nous devons aborder ensemble. La Suisse et le Royaume-Uni peuvent contribuer à une Europe prospère, une Europe qui aurait plus de poids dans le monde.

Entretien : Guido Barsuglia et Nicole Tesar, rédacteurs en chef